



# CONTRAT CONDITIONS D'UTILISATION ESPACE UTILISATEUR VERSION 0.1

## Table des matières

<b>1. PREAMBULE</b>	<b>3</b>
<b>2. DEFINITIONS</b>	<b>3</b>
<b>3. OBJET</b>	<b>3</b>
<b>4. DOCUMENTS</b>	<b>3</b>
<b>5. OPPOSABILITE</b>	<b>3</b>
<b>6. PRESENTATION DE L'ESPACE UTILISATEUR</b>	<b>4</b>
<b>7. ACCES A L'ESPACE UTILISATEUR</b>	<b>4</b>
7.1 MODALITE	4
7.2 CODE D'ACCES	5
<b>8. SECURITE</b>	<b>6</b>
<b>9. ASSISTANCE TECHNIQUE</b>	<b>6</b>
<b>10. RESPONSABILITE</b>	<b>6</b>
<b>11. PROPRIETE INTELLECTUELLE</b>	<b>8</b>
<b>12. DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>	<b>8</b>
<b>13. PROSPECTION COMMERCIALE</b>	<b>8</b>
<b>14. RESOLUTION ET RESILIATION</b>	<b>9</b>
<b>15. BONNE FOI</b>	<b>9</b>
<b>16. SINCERITE</b>	<b>9</b>
<b>17. TITRES</b>	<b>9</b>
<b>18. NULLITE</b>	<b>9</b>
<b>19. INTEGRALITE</b>	<b>9</b>
<b>20. CONVENTION DE PREUVE</b>	<b>9</b>
<b>21. TRAÇABILITE</b>	<b>10</b>
<b>22. LOI APPLICABLE</b>	<b>10</b>

### 1. PREAMBULE

1. Business France a développé un site web accessible à l'adresse <http://www.businessfrance.fr>.
2. Les utilisateurs ne peuvent bénéficier des services qui leur sont proposés sur le site que sous réserve de l'acceptation des présentes conditions générales.
3. Les utilisateurs déclarent avoir obtenu de la part de Business France toutes les informations nécessaires quant aux services proposés et adhèrent sans réserve aux présentes conditions générales d'utilisation.
4. Les utilisateurs reconnaissent que l'utilisation de leur espace utilisateur nécessite le respect de l'ensemble des prescriptions d'utilisation définies au sein des présentes.
5. L'utilisateur reconnaît disposer de la compétence et des moyens nécessaires pour accéder et utiliser cet espace utilisateur.

## **2. DEFINITIONS**

- « code d'accès » : désigne le mot de passe et l'adresse de courriel ayant pour objet d'identifier l'utilisateur au regard des opérations qu'il effectue dans son espace utilisateur ;
- « espace utilisateur » : environnement accessible par l'Internet aux seuls utilisateurs autorisés par Business France et dédié au suivi de la relation avec Business France : achats, abonnements ... ;
- « service utilisateur » : assistance technique proposée par Business France ;
- « services à distance » : fonctionnalités proposées dans l'espace utilisateurs aux utilisateurs : gestion des alertes e-mails... ;
- « site web » : service électronique de communication au public en ligne, édité par Business France.
- « utilisateur » : de manière générale, toute personne connectée légitimement à l'espace utilisateur.

## **3. OBJET**

6. Les présentes conditions générales ont pour objet de définir les conditions d'accès et d'utilisation à l'espace utilisateur du site web accessible à l'adresse susvisée.

## **4. DOCUMENTS**

7. Les documents contractuels qui s'imposent aux utilisateurs sont :

- les présentes conditions générales d'utilisation ;
- le cas échéant, les conditions particulières à certains services accessibles au sein du site web ;
- en cas de commande de produits ou prestations auprès de Business France, les conditions générales de vente de Business France.

## **5. OPPOSABILITE**

8. Les présentes conditions générales d'utilisation sont opposables à l'utilisateur dès leur acceptation par ce dernier lors de l'ouverture du compte utilisateur.

9. Dans tous les cas, à la date de la première utilisation de l'espace utilisateur par l'utilisateur, les conditions générales d'utilisation sont réputées lues et applicables.

10. Business France se réserve le droit d'apporter aux présentes conditions générales d'utilisation toutes les modifications qu'elle jugera nécessaires et utiles.

11. Les présentes conditions d'utilisation sont opposables pendant toute la durée d'utilisation de l'espace utilisateur et jusqu'à ce que de nouvelles conditions générales d'utilisation remplacent les présentes.

12. Business France s'engage à communiquer à l'utilisateur les nouvelles conditions générales d'utilisation, à partir du lien « mentions légales » sur le présent site.

13. Tout usage de l'espace utilisateur par l'utilisateur après les modifications des conditions générales d'utilisation vaut acceptation par ce dernier des nouvelles conditions générales.

14. Les conditions générales figurant en ligne sur le site prévalent sur toute version imprimée.

15. L'utilisateur peut à tout moment renoncer à utiliser les services à distance et l'espace utilisateur mais reste responsable de toute utilisation antérieure.

## **6. PRESENTATION DE L'ESPACE UTILISATEUR**

16. Business France met à disposition des utilisateurs un espace utilisateur où ces derniers peuvent avoir accès, dès lors qu'ils se sont créés un compte.

17. Au sein de cet espace utilisateur, est proposé à l'utilisateur un ensemble de services à distance.

## **7. ACCES A L'ESPACE UTILISATEUR**

### **7.1 MODALITE**

18. L'inscription à l'espace utilisateur nécessite obligatoirement que l'utilisateur soit titulaire d'un abonnement avec un fournisseur d'accès Internet de son choix.

19. L'accès à l'espace utilisateur n'est possible qu'après identification de l'utilisateur au moyen des codes d'accès : une adresse de courriel et un mot de passe.

20. L'espace utilisateur est normalement accessible 24h/24, 7 jours sur 7 et l'inscription à ce compte est gratuite (hors coûts de communication).

21. Business France se réserve le droit, sans préavis, ni indemnité, de fermer temporairement ou définitivement l'espace utilisateur ou l'accès à un ou plusieurs services à distance pour effectuer une mise à jour, des modifications ou changement sur les méthodes opérationnelles, les serveurs et les heures d'accessibilité, sans que cette liste ne soit limitative.

22. Business France se réserve le droit de compléter ou de modifier, à tout moment, ses services et l'espace utilisateur en fonction, notamment, de l'évolution de la technologie.

23. Il appartiendra à l'utilisateur de veiller aux possibilités d'évolution des moyens informatiques et de transmission à sa disposition pour que ces moyens puissent s'adapter aux évolutions de l'espace utilisateur et des services proposés par Business France.

24. En cas d'interruption ou d'impossibilité d'utiliser l'espace utilisateur, l'utilisateur peut toujours s'adresser au service téléphonique ou courriel de Business France pour obtenir des informations.

### **7.2 CODE D'ACCES**

25. La procédure d'inscription à l'espace utilisateur comprend les étapes suivantes.

26. Etape 1 : l'utilisateur complète un formulaire Internet sur le site <http://www.BusinessFrance.fr/> pour créer son compte utilisateur.

27. L'utilisateur doit indiquer une adresse électronique valide.

28. Il incombe à l'utilisateur de s'assurer qu'il a seul accès au courrier électronique comportant ledit mot de passe.

29. L'utilisateur doit valider qu'il a lu et qu'il accepte les conditions générales d'utilisation.

30. Etape 2 : Business France envoie à l'utilisateur un courrier électronique récapitulatif comportant le mot de passe susvisé.

31. Dès la reconnaissance de ses codes d'accès, l'utilisateur bénéficie d'un accès sécurisé.

32. L'utilisateur a la possibilité de modifier à tout moment son mot de passe en contactant le [service utilisateur] de Business France.

33. L'utilisateur est seul responsable de la préservation de la confidentialité de son mot de passe et, par conséquent, des conséquences d'une divulgation involontaire à quiconque.

34. Toute utilisation de l'espace utilisateur à partir du mot de passe attribué à l'utilisateur est présumée émanant exclusivement de l'utilisateur.

35. Aucune opération ne peut être effectuée sans ces codes d'accès.

36. Les codes d'accès sont personnels et confidentiels.

37. L'utilisateur a l'obligation de notifier à Business France sans délai toute compromission de la confidentialité de son mot de passe ou toute utilisation par un tiers dont il aurait connaissance.

38. L'utilisateur peut neutraliser à tout moment les fonctions liées à l'utilisation des codes d'accès par simple appel au [service utilisateur] aux heures et jours d'ouverture ou via le site web.

39. La remise en service des fonctions concernées peut être obtenue en laissant un message sur Internet via le formulaire de contact.

40. A compter de la réception de cette notification, Business France procédera dans un délai de 2 jours ouvrés au plus tard à la suppression de l'autorisation d'accès à l'espace utilisateur au moyen dudit mot de passe.

41. Un nouveau mot de passe sera alors communiqué à l'utilisateur par l'envoi d'un courrier électronique.

## **8. SECURITE**

42. L'espace utilisateur est un système de traitement automatisé de données. Tout accès frauduleux à ce dernier est interdit et sanctionné pénalement.

43. Business France fait ses meilleurs efforts, conformément aux règles de l'art, pour sécuriser l'espace utilisateur. Eu égard à la complexité de l'Internet, elle ne saurait assurer une sécurité absolue.

44. L'utilisateur déclare accepter les caractéristiques et limites de l'Internet.

45. Il reconnaît avoir connaissance de la nature du réseau de l'Internet, et en particulier, de ses performances techniques et des temps de réponse pour consulter, interroger ou transférer les données d'informations.

46. L'utilisateur se doit d'informer Business France par écrit de toute défaillance de l'espace utilisateur.

47. L'utilisateur a conscience que les données circulant sur l'Internet ne sont pas nécessairement protégées, notamment contre les détournements éventuels.

48. L'utilisateur accepte de prendre toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et/ou logiciels de la contamination par des éventuels virus sur le réseau de l'Internet.

## **9. RESPONSABILITE**

51. L'utilisateur s'engage à n'utiliser l'espace utilisateur et les informations auxquelles il aurait accès que dans les seules conditions définies par Business France.

52. L'utilisateur s'engage à ne pas perturber l'usage que pourraient faire les autres utilisateurs du site [www.businessfrance.fr](http://www.businessfrance.fr) et de ne pas accéder aux espaces utilisateurs de tiers.

53. L'utilisateur s'engage à ne commettre aucun acte pouvant mettre en cause la sécurité informatique de Business France ou des autres utilisateurs.

54. L'utilisateur s'engage à ne pas interférer ou interrompre le fonctionnement normal de l'espace utilisateur.

55. L'utilisateur ne pourra pas rendre responsable Business France d'un quelconque différé dans les informations qui lui seront remises.

56. L'utilisateur s'engage à indemniser Business France, ses directeurs, ses salariés et agents en cas de plainte, action, poursuite, condamnation de ces derniers résultant du non-respect des conditions générales par l'utilisateur.

57. L'utilisateur s'engage à l'égard de Business France à lui notifier tout changement relatif à son adresse de courriel et reconnaît qu'à défaut, il restera seul responsable des conséquences de quelques natures que ce soit, qui pourraient en résulter.

58. Etant donné la diversité des sources de données concernant l'utilisateur, des modalités de leur consultation et des délais pour réaliser leur transmission, Business France fera son possible afin de garantir la qualité générale des informations diffusées et leur pertinence.

59. Business France s'efforcera de réaliser les opérations qui lui incombent relatives à l'espace utilisateur conformément aux règles de l'art.

60. Business France ne saurait être responsable de la qualité du service, le service étant proposé « en l'état ».

61. Toute perturbation de l'utilisation de l'espace utilisateur ne saurait engager la responsabilité de Business France.

62. Business France ne saurait être responsable de l'impossibilité d'utiliser l'espace utilisateur.

63. Business France ne saurait être responsable des atteintes à la sécurité informatique, pouvant causer des dommages aux matériels informatiques des utilisateurs et à leurs données.

64. La responsabilité de Business France ne saurait être recherchée en cas d'usage frauduleux ou abusif ou dû à une divulgation volontaire ou involontaire à quiconque des codes d'accès confiés à l'utilisateur.

65. Sauf faute ou négligence prouvée de Business France, les atteintes à la confidentialité des données personnelles de l'utilisateur résultant de ses codes d'accès par un tiers ne sauraient engager la responsabilité de Business France.

66. Business France ne saurait être responsable de la violation des présentes conditions générales par un autre utilisateur.

67. La responsabilité de Business France ne pourra être engagée en cas de dommages directs ou indirects résultant de l'utilisation de son espace utilisateur.

68. Business France ne saurait être responsable de l'atteinte aux droits des utilisateurs de manière générale.

69. La responsabilité de Business France ne pourra être recherchée ni retenue en cas d'indisponibilité temporaire ou totale de tout ou partie de l'accès à l'espace utilisateur, d'une difficulté liée au temps de réponse, et d'une manière générale, d'un défaut de performance quelconque.

## **10. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

70. Les présentes conditions générales n'emportent aucune cession d'aucune sorte de droits de propriété intellectuelle sur les éléments appartenant à Business France au bénéfice de l'utilisateur.

71. Le site, les marques, les dessins, les modèles, les images, les textes, les photos, les logos, les chartes graphiques, les logiciels, les moteurs de recherche, les bases de données et les noms de domaine, sans que cette liste soit exhaustive, sont la propriété exclusive de Business France.

72. Toute reproduction et/ou représentation, totale ou partielle d'un de ces droits, sans l'autorisation expresse de Business France, est interdite et constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

73. En conséquence, l'utilisateur s'interdit tout agissement et tout acte susceptible de porter atteinte directement ou non aux droits de propriété intellectuelle de Business France.

## **11. DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Responsable du traitement – données traitées



74. Business France agit en tant que responsable du traitement pour les traitements de données à caractère personnel évoqués dans le présent chapitre.

75. Business France a désigné un délégué à la protection des données personnelles dont les coordonnées sont les suivantes : [dpo@businessfrance.fr](mailto:dpo@businessfrance.fr)

76. Dans le cadre des traitements de données à caractère personnel dont les finalités vous sont présentées ci-après, Business France collecte et traite les données de civilité, coordonnées, préférences, fonctions professionnelles, des utilisateurs ayant pour finalité la gestion des demandes des utilisateurs et la qualification des prospects/clients dans le but de leur proposer des offres qualifiées

#### Finalités et bases juridiques des traitements

89. Les traitements mis en œuvre par Business France le sont pour assurer les finalités suivantes :

- gestion des espaces utilisateurs,
- gestion des commandes de produits et prestations
- qualification des prospects et clients dans le but de leur proposer des offres qualifiées

90. Business France ne met en œuvre des traitements de données que si au moins l'une des conditions suivantes est remplie :

- le consentement de l'utilisateur aux opérations de traitement a été recueilli ;
- l'existence de l'intérêt légitime de Business France, ou de celui d'un tiers, qui justifie que Business France mette en œuvre le traitement ;
- l'exécution d'un contrat qui lie Business France à un utilisateur et nécessite la mise en œuvre du traitement ;
- des obligations légales et réglementaires nécessitent la mise en œuvre du traitement.

Les intérêts légitimes qui sont poursuivis par Business France sont ceux conformes aux missions décrites à l'article 1er du Décret n°2014-1571 du 22 décembre 2014 relatif à l'agence Business France et à l'ordonnance n°2014-1555 du 22 décembre 2014 portant fusion de l'Agence française pour les investissements internationaux et d'UBIFRANCE, Agence française pour le développement international des entreprises au 1er janvier 2015.

#### Destinataires des données

91. Les données à caractère personnel que Business France collecte, de même que celles qui sont recueillies ultérieurement, sont destinées à Business France en sa qualité de responsable du traitement et aux membres du dispositif français d'appui à l'internationalisation de l'économie française.

92. Business France veille à ce que seules les personnes habilitées puissent avoir accès à ces données. Les prestataires de services de Business France et des membres du dispositif français d'appui à l'internationalisation de l'économie française peuvent être destinataires de ces

données pour réaliser les prestations qui leur sont confiées. Certaines données personnelles peuvent être adressées à des tiers ou à des autorités légalement habilitées et ce pour satisfaire aux obligations légales, réglementaires ou conventionnelles.

93. Les données à caractère personnel peuvent faire l'objet d'un rapprochement, d'une mutualisation ou d'un partage entre toutes les entités de Business France. Elles pourront être communiquées à ces entités pour des finalités visées dans le présent chapitre. Ces opérations sont réalisées sur la base d'instruments conformes à la réglementation applicable et aptes à assurer la protection et le respect des droits des clients.

#### Transfert et durée de conservation des données

94. Nous transférons les données à caractère personnel vers des bureaux et partenaires situés en Union européenne et en dehors de l'Union européenne.

Chacun de ces transferts est encadré par des instruments juridiques conformes au cadre juridique applicable :

- la Suisse bénéficie d'une décision d'adéquation, ce qui signifie qu'elle offre aux données à caractère personnel des clients un degré de protection équivalent à celui qui est en cours sur le territoire de l'Union Européenne.
- les transferts réalisés vers les autres pays (Japon, Cameroun, Etats-Unis, Taiwan, Turquie, Inde, Australie, Chine, Afrique du sud) sont encadrés par une mesure de garantie appropriée : des conventions transfrontières.

95. Les durées de conservation des données à caractère personnel sont proportionnées aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées. Les données personnelles sont conservées conformément à la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont collectées, soit pendant la durée du contrat augmenté des prescriptions légales, mais également pour assurer le respect des obligations légales ou réglementaires auxquelles Business France est tenue.

#### Droits sur les données

96. Modalités d'exercice des droits :

Un utilisateur peut exercer ses droits par voie électronique à l'adresse suivante : [dpo@businessfrance.fr](mailto:dpo@businessfrance.fr) ou par courrier postal à l'adresse suivante : Délégué à la protection des données, Business France, 77 boulevard Saint-Jacques 75014 Paris, en justifiant de son identité. Pour ce faire, l'utilisateur doit indiquer clairement son nom(s) et prénom(s), l'adresse à laquelle il souhaite que la réponse lui soit envoyée et y joindre la photocopie d'un titre d'identité portant sa signature.

Par principe, l'utilisateur peut exercer sans frais l'ensemble de ses droits. Cependant en matière de droit d'accès, Business France pourra demander le paiement de frais raisonnables basés sur les coûts administratifs pour toute copie des données qui sera demandée.

Concernant le droit d'information, Business France n'aura pas l'obligation d'y donner suite lorsque l'utilisateur dispose déjà des informations dont il sollicite la communication.

Business France informera s'il ne peut donner suite aux demandes.

Le non-renseignement ou la modification des données sont susceptibles d'avoir des conséquences dans le traitement de certaines demandes dans le cadre de l'exécution des relations contractuelles.

La demande au titre de l'exercice des droits de l'utilisateur sera conservée à des fins de suivi.

#### 97. Droit à l'information :

L'utilisateur reconnaît que les présentes conditions générales d'utilisation l'informent des finalités, du cadre légal, des intérêts, des destinataires ou catégories de destinataires avec lesquels sont partagées ses données personnelles, et de la possibilité d'un transfert de données vers un pays tiers.

En plus de ces informations et dans l'objectif de garantir un traitement équitable et transparent de ses données, l'utilisateur déclare avoir reçu des informations complémentaires concernant :

- la durée de conservation de ses données personnelles ;
- l'existence des droits qui sont reconnus à son bénéfice et des modalités de leur exercice.

Si Business France décidait de traiter des données pour des finalités autres que celles indiquées, toutes les informations relatives à ces nouvelles finalités seraient communiquées à l'utilisateur.

#### 98. Droit d'accès et à la rectification des données :

L'utilisateur dispose du droit d'accéder et de faire rectifier ses données personnelles auprès de Business France à l'adresse suivante : [dpo@businessfrance.fr](mailto:dpo@businessfrance.fr).

A ce titre, l'utilisateur a la confirmation que ses données personnelles sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, dispose de l'accès à ses données ainsi qu'aux informations concernant :

- les finalités du traitement ;
- les catégories de données personnelles concernées ;
- les destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données personnelles ont été ou seront communiquées, en particulier les destinataires qui sont établis dans des pays tiers ;
- lorsque cela est possible, la durée de conservation des données personnelles envisagée ou, lorsque ce n'est pas possible, les critères utilisés pour déterminer cette durée ;
- l'existence du droit de demander la rectification ou l'effacement de ses données personnelles, du droit de demander une limitation du traitement de ses données personnelles, du droit de s'opposer à ce traitement ;
- le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle ;
- des informations relatives à la source des données quand elles ne sont pas collectées directement auprès des personnes concernées ;
- l'existence d'une prise de décision automatisée, y compris de profilage, et dans ce dernier cas, des informations utiles concernant la logique sous-jacente, ainsi que l'importance et les conséquences prévues de ce traitement pour les personnes concernées.

L'utilisateur peut demander que ses données personnelles soient, selon les cas, rectifiées, complétées si elles sont inexactes, incomplètes, équivoques, périmées.

#### 99. Droit à l'effacement et à la limitation des données – droit à l'opposition aux traitements :

L'utilisateur peut demander l'effacement de ses données personnelles lorsque l'un des motifs suivants s'applique :

- les données personnelles ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées d'une autre manière ;
- l'utilisateur retire le consentement préalablement donné ;
- l'utilisateur s'oppose au traitement de ses données personnelles lorsqu'il n'existe pas de motif légal audit traitement ;



- le traitement de données personnelles n'est pas conforme aux dispositions de la législation et de la réglementation applicable.

Néanmoins, l'exercice de ce droit ne sera pas possible lorsque la conservation des données personnelles est nécessaire au regard de la législation ou de la réglementation et notamment par exemple pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

L'utilisateur peut demander la limitation du traitement de ses données personnelles dans les cas prévus par la législation et la réglementation.

L'utilisateur peut s'opposer à un traitement de données personnelles le concernant lorsque le traitement est fondé sur l'intérêt légitime du responsable du traitement ou lorsque le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique.

#### 100. Autres droits :

L'utilisateur a droit à la portabilité de ses données. Les données sur lesquelles peut s'exercer ce droit sont :

- uniquement ses données personnelles ce qui exclut les données personnelles anonymisées ou les données qui ne le concernent pas ;
- les données personnelles déclaratives ainsi que les données personnelles de fonctionnement ;
- les données personnelles qui ne portent pas atteinte aux droits et libertés de tiers telles que celles protégées par le secret des affaires.

Ce droit est limité aux traitements basés sur le consentement ou sur un contrat ainsi qu'aux données personnelles que l'utilisateur a personnellement générées. Ce droit n'inclut ni les données dérivées ni les données inférées, qui sont des données personnelles créées par Business France.

Lorsque les traitements de données sont fondés sur le consentement de l'utilisateur, celui-ci peut le retirer à n'importe quel moment. Business France cesse alors de traiter ses données à caractère personnel sans que les opérations antérieures ne soient remises en cause.

L'utilisateur a le droit d'introduire une réclamation auprès de la Cnil sur le territoire français et ce sans préjudice de tout autre recours administratif ou juridictionnel.

L'utilisateur a la possibilité de définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de ses données personnelles après son décès et ce auprès d'un tiers de confiance, certifié et chargé de faire respecter la volonté du défunt, conformément aux exigences du cadre juridique applicable.

101. Les données à caractère personnel des utilisateurs sont communiquées à Business France pour la gestion de son espace personnel et éventuellement de ses commandes de produits ou prestations.

Dans ce contexte, si le client refuse de transmettre à Business France ses données à caractère personnel, ce refus aura pour conséquence l'impossibilité de créer un espace utilisateur.

A ajouter et compléter si cela s'applique à l'espace utilisateur :

Les traitements de données permettent à Business France de réaliser des prises de décisions automatisées. De même, Business France met en œuvre des mesures de profilage tel que visées à l'article 22 du Règlement général sur la protection des données.

Ces opérations permettent la segmentation et qualification des entreprises souhaitant exporter pour alimenter les bases de données Business France et personnaliser les services proposés.

## **12. PROSPECTION COMMERCIALE**

82. Conformément à l'article L34-5 du code des postes et des communications électroniques, la prospection directe par courrier électronique est autorisée si les coordonnées du destinataire ont été recueillies directement auprès de lui, dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, à l'occasion d'une vente ou d'une prestation de services et si elle porte sur des produits ou services analogues fournis par la même personne.

83. L'utilisateur dispose de la faculté de s'opposer, sans frais, à ce que les données le concernant soient utilisées à de telles fins.

## **13. RESOLUTION ET RESILIATION**

84. En cas de manquement aux obligations des présentes, Business France pourra prononcer de plein droit à l'utilisateur la résiliation ou la résolution des conditions générales.

## **14. BONNE FOI**

85. Les parties conviennent d'exécuter leurs obligations avec une parfaite bonne foi.

## **15. SINCERITE**

86. Les parties déclarent sincères les présents engagements.

87. A ce titre, elles déclarent ne disposer d'aucun élément à leur connaissance qui, s'il avait été communiqué, aurait modifié le consentement de l'autre partie.

## **16. TITRES**

88. En cas de difficultés d'interprétation résultant d'une contradiction entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

## **17. NULLITE**

89. Si une ou plusieurs stipulations des présentes conditions générales sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision passée en force de chose jugée d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

## **18. INTEGRALITE**

90. Les présentes conditions générales expriment l'intégralité des obligations des parties.

91. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les parties ne pourra s'intégrer au présent contrat.

## **19. CONVENTION DE PREUVE**

92. L'acceptation des conditions générales par voie électronique a, entre les parties, la même valeur probante que l'accord sur support papier.

93. Les registres informatisés et conservés dans les systèmes informatiques seront conservés dans des conditions raisonnables de sécurité et considérés comme les preuves des communications intervenus entre les parties.

94. L'archivage des documents contractuels est effectué sur un support fiable et durable pouvant être produit à titre de preuve.



## 20. TRAÇABILITE

95. Business France conserve l'historique des connexions de l'utilisateur à l'espace utilisateur.

96. En outre, Business France pourra suivre la navigation des utilisateurs au sein de l'espace utilisateur grâce à des [cookies](#).

## 21. LOI APPLICABLE

98. Les présentes conditions générales sont régies par la loi française.

99. Il en est ainsi pour les règles de fond et les règles de forme et ce, nonobstant les lieux d'exécution des obligations substantielles ou accessoires.